

L'arrière-scène participative dans les quartiers populaires de la ville de Palerme : analyse d'une réalité complexe

Elisabetta Bucolo

La participation sociale et politique au quotidien
Numéro 71, Printemps 2014

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN 1204-3206 (imprimé)
1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Résumé de l'article

L'émergence d'attitudes civiques, qualifiées ainsi au sens où elles dépassent les seuls intérêts individuels, ne peut se penser qu'en relation directe avec les liens entre individus dans leur quotidienneté, car c'est là qu'elles trouvent leurs racines. Cependant, dans les quartiers populaires de ville de Palerme en Sicile (Italie), les formes d'engagement et de participation se confrontent à la présence invasive de la criminalité organisée de type mafieux. Ainsi, il nous a semblé intéressant d'interroger la forme spécifique de l'« arrière-scène » participative dans ces quartiers. Et, plus particulièrement, le rôle qu'y jouent les habitants et les associations qui gèrent des centres sociaux polyvalents, pour élargir et généraliser la participation civique, des lieux interpersonnels aux lieux institutionnels et systémiques.

Citer cet article

Elisabetta Bucolo "L'arrière-scène participative dans les quartiers populaires de la ville de Palerme : analyse d'une réalité complexe." *Lien social et Politiques* 71 (2014): 179–194.

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 2014

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

L'arrière-scène participative dans les quartiers populaires de la ville de Palerme : analyse d'une réalité complexe

ELISABETTA BUCOLO
Maîtresse de conférences
Conservatoire national des arts
et métiers et membre du LISE –
Laboratoire interdisciplinaire de
sociologie économique
CNAM/CNRS, Paris

INTRODUCTION

Le postulat selon lequel il existerait, chez les gens du sud de l'Italie, une « incivilité naturelle » inscrite à jamais dans leur histoire, a été considéré comme une vérité scientifique. Définie comme dépourvue de *civicness*, cette région serait dans l'incapacité de produire des formes d'engagement civique et de participation sociale et politique (Putnam *et al.*, 1993 ; Fukuyama, 1997). Ce retard culturel serait dû à des formes familiales spécifiques, dites de « familialisme amoral¹ » (Banfield, 1958). Trop inclusives et égoïstes, jusqu'à être amORALES, elles empêcheraient toute solidarité élargie au-delà de leurs frontières en cantonnant les individus dans des relations instrumentales. Dans ce contexte, toute forme de participation est considérée comme étant impossible et cela expliquerait la carence de mobilisation citoyenne organisée.

Nous considérons que ces apports théoriques peuvent être remis en question. Ainsi, il nous a semblé opportun de les « confronter » à « une réalité complexe », telle celle de la Sicile, région du sud de l'Italie, où se sont déroulées nos observations empiriques. Nous avons fait l'hypothèse que l'émergence d'attitudes civiques, définies ainsi au sens où elles dépassent les seuls intérêts individuels,

1. Par *familialisme amoral*, on entend : « la maximisation des avantages matériels et immédiats de la famille nucléaire, en supposant que les autres se comportent de la même manière » et que « qui suit cette règle est sans moralité seulement en relation aux personnes étrangères au cercle familial » (Banfield, cité par De Spirito, 1993, p. 107).

ne peut se penser qu'en relation directe avec les liens entre individus dans leur quotidienneté, car c'est là qu'elles trouvent leurs racines. Certes, les liens communautaires, familiaux et amicaux, ainsi que les relations de voisinage, la confiance et le respect peuvent évoquer la permanence de liens autocentrés et «amoraux», selon la définition de «familialisme amoral» de Banfield (1958). Cependant, à l'instar d'autres chercheurs, nous considérons que ces mêmes liens peuvent également être vecteurs de ressources pour la participation citoyenne et les formes d'engagement. Dans les apports de Lombardi Satriani (1993 : 94) et De Spirito (1993 : 108), le *familialisme* peut être entendu comme un éthos positif au sens où il produit des liens de solidarité qui unissent ses membres. Sous cet angle, la famille peut être également le lieu concret et symbolique d'agrégation, un «point de référence idéal et moral». Elle recouvre des formes de lien social qui peuvent sembler désuètes, mais qui peuvent aussi être à l'origine d'une tension solidaire qui ne peut que se répercuter dans les relations sociales.

Ainsi, à partir de nos observations empiriques, nous proposons une lecture de la réalité qui prenne davantage en compte la «complexité» des formes de participation et d'engagement dans le sud de l'Italie sans s'arrêter à leur supposée «anomalie». Notamment, dans ce contexte territorial, leur permanence et leur pérennisation se confrontent à la présence invasive de la criminalité organisée de type mafieux. En effet, la mafia puise dans les mêmes référents identitaires, mais les détourne au profit du contrôle du territoire, de la gestion des relations par la violence, de l'attribution arbitraire de biens et de services. «Les mafieux tendent à entremêler des réseaux sociaux à haute densité et à manipuler à leur profit des réseaux relationnels aux finalités diverses : capacité de nouer des relations, d'instaurer des échanges et des aides, de créer des liens de confiance, de stimuler des obligations et des faveurs réciproques» (Sciarrone, 2000 : 35).

À l'égard de cette complexité et en dépit d'une approche scientifique affirmée, il nous semble intéressant d'interroger «l'arrière-scène» participative dans les quartiers populaires de la ville de Palerme. Dans un territoire aussi contrasté, il paraît utile de déceler ce travail permanent de valorisation et de transformation des solidarités locales, amicales, de voisinage. Car ce sont ces formes de relations qui progressivement deviennent des vecteurs de participation civique. La question est de savoir quel rôle jouent les individus et les actes du quotidien dans ce processus qui demande la constitution de «passerelles» entre la participation dans les lieux du quotidien et l'action civique organisée.

Pour répondre à ces questions, nous avons, dans la première partie de ce texte, analysé les réseaux d'entraide, ressource d'action solidaire, mais également vecteur fort de contrôle social entre les habitants et, en deuxième partie, analysé le rôle des associations qui gèrent les centres sociaux polyvalents, dans les quartiers populaires de la ville de Palerme, dans l'extension et la générali-

sation de la participation, des lieux interpersonnels aux lieux institutionnels et systémiques.

MÉTHODOLOGIE

Nous avons formulé nos hypothèses de recherche² à partir d'une enquête empirique qui s'est déroulée, pour une partie, directement auprès des habitants de trois quartiers de la ville de Palerme et, pour l'autre, auprès des animateurs sociaux et des bénévoles de trois centres sociaux polyvalents gérés par des associations. Ces centres se situent dans des zones urbaines et périphériques de la ville de Palerme : l'un dans un quartier du centre-ville, le deuxième dans sa banlieue proche et le troisième dans un petit bourg à proximité. Leurs activités s'adressent plus particulièrement aux enfants et aux jeunes (activités périscolaires et d'animation) ainsi qu'aux personnes âgées et aux femmes (activités de loisir et d'insertion sociale et professionnelle). Au-delà du déroulement des activités, notre analyse a porté, au sein des quartiers, sur le lien entre le vécu quotidien de la personne et l'évocation des modalités par lesquelles elle s'est inscrite dans une démarche d'adhésion associative au sein des centres sociaux, ainsi que les modalités d'accompagnement et de coopération mobilisées par les animateurs et bénévoles des associations.

Pour conduire nos entretiens, nous avons utilisé la méthode des « récits de vie », dans lesquels les personnes sont amenées à reconstruire une trajectoire qui est la leur, mais également, et souvent en parallèle, celle de l'association et du quartier. Comme le dit Halbwachs (cité par Guibert et Jumel, 2002 : 38), l'auteur d'un récit de vie, à travers sa propre histoire, « restitue la mémoire du groupe, il en est une synthèse singulière, il est le point de rencontre des temps collectifs ». Par rapport à notre problématique, cet ancrage « sociétal » nous apparaissait d'autant plus significatif à explorer.

Par ailleurs, nous avons été présentes dans les quartiers, soit en simple observatrices, soit comme participantes aux activités des centres sociaux. Telles des activités d'animation (visites de lieux, sorties culturelles, jeux avec les enfants...), des groupes de parole pour les femmes et le soutien scolaire des enfants. Notre présence a été extrêmement « discrète » au sens où chaque fois que nous avons été invités à participer aux activités par les animateurs ou par les habitants et usagers des centres, nous n'avons pas souhaité rendre notre présence régulière ou officielle (avec adhésion à l'association).

2. Pour la rédaction de cet article, nous nous sommes référée aux observations empiriques et aux apports théoriques développés dans : Bucolo E. *Associations et coopératives hier et aujourd'hui. Un regard sur la Sicile à partir du capital social*. Thèse de doctorat en sociologie, discutée le 21 mai 2011 au CNAM-Paris.

LES QUARTIERS :
UNE UNITÉ SPATIALE TRAVERSÉE PAR DES TENSIONS

Le quartier nous est apparu comme une unité pertinente pour analyser la dynamique des réseaux d'entraide et de solidarité qui existe entre les habitants. À notre sens, ces réseaux constituent la base sur laquelle les formes diverses de participation et d'engagement citoyens se développent. Le tracé des frontières territoriales du quartier est défini par sa dimension physique et géographique, mais également par sa dimension relationnelle et sociale. Il s'agit d'une extension territoriale réduite : un espace urbain qui se situe à mi-chemin entre la ville et le foyer privé, dans lequel il y a, entre ses habitants, des interactions routinières qui produisent une forme spécifique d'organisation sociale et un sentiment d'appartenance commune et des formes de participation spécifiques. Cet espace se caractérise également par la dotation en ressources matérielles et symboliques qui déterminent les modalités d'action et d'interaction entre ses habitants. L'échelle du quartier n'est pas un « morceau de société » en plus réduit, mais engage, en son sein, des dynamiques particulières qui peuvent relever de la solidarité ou de la participation (Simon, 1992 : 46) et, en parallèle, de l'exclusion et du contrôle. Cette dimension territoriale de proximité a donc été le cadre spatial idéal pour analyser la structuration des réseaux d'entraide entre les habitants et avec les associations, dans une dimension microsociale.

Selon Mutti (1992 : 15), plusieurs éléments influent sur la forme et la densité des réseaux de voisinage. Ainsi, la proximité entre les habitations est un élément spatial fondamental : le type de construction et sa structure architectonique (disposition des habitations, existence de lieux communs...) contribuent grandement à la mise en réseau des personnes. Par ailleurs, la durée de présence des personnes sur les lieux d'habitation est une autre variable qui détermine la quantité et la qualité des relations entre elles. Une troisième caractéristique concerne la présence de catégories de personnes plus facilement actives dans ces réseaux, comme les adultes avec enfants et les retraités. Bien évidemment, ces conditions physiques ne déterminent pas, en elles-mêmes, la constitution de réseaux de solidarité et de soutien entre les personnes. Comme le montre Fischer (1982), les relations de voisinage mobilisent et se structurent en réseaux d'entraide selon des modalités spécifiques qui participent à intensifier les relations entre les personnes. Tout d'abord, la nature des besoins partagés par des populations sur un même territoire peut rapprocher les personnes qui doivent y répondre, le plus souvent, de manière collective. Il s'agit généralement d'un manque de services ou d'autres infrastructures, notamment lorsque les personnes vivent dans des zones très isolées, ou délaissées, et qu'elles sont peu mobiles.

Les quartiers de la ville de Palerme dans lesquels nous nous sommes rendus constituent des espaces relationnels qui abritent différentes formes de sociabilité. La plupart des personnes habitent dans des immeubles de petite taille

autour de cours communes. On y observe une déficience d'infrastructures et de services publics ainsi que de commerces. La petite taille des quartiers facilite les relations entre les gens qui se côtoient dans des espaces de proximité comme l'église, le bar, la place centrale, les patios des habitations. Le taux de chômage³ très important vient accroître les temps de présence des personnes, et notamment des femmes et des jeunes, sur le quartier. Bien que les caractéristiques des quartiers où nous sommes rendus soient relativement différenciées (un quartier périphérique, un bourg, un quartier en centre-ville...), dans chacun d'eux, les réseaux relationnels sont denses et dépassent le seul noyau familial primaire des habitants.

Cependant, dans l'espace circonscrit du quartier, l'ensemble des règles et des normes qui déterminent les relations d'entraide de voisinage sont facilement maniables et peuvent être détournées. Ainsi, comme le montre Mutti (1992 : 79), le degré d'autonomie et de liberté des personnes est variable, car au sein d'un même espace les formes de sociabilité peuvent être différentes. Dans les quartiers populaires de la ville de Palerme, le contrôle du territoire par la mafia est une illustration exemplaire de ce type de tension. Les mafieux tendent à utiliser les réseaux d'entraide à leur profit. Sans la présence du maillage des solidarités primaires dans un territoire restreint, les activités mafieuses ne pourraient pas se réaliser (Sciarrone, 2000 : 48). Ainsi, le quartier peut être considéré comme un « sujet » capable de construire son émancipation tout en étant un lieu fermé, dans lequel se déploient d'autres logiques. Celles-ci produisent une tension permanente, car le champ lexical (les solidarités, la dignité, le respect, la protection, la famille, l'aide...) renvoie à la fois aux formes de dépendance et de contrôle territorial des mafieux⁴ et à celles de l'entraide entre les habitants. Or le vécu concret et quotidien des personnes est « immergé » dans ce contexte composite entre *familialisme*, réseaux mafieux, réseaux d'entraide, solidarités plus ou moins généralisées. La complexité de ce système hybride de réseaux, et de normes qui y sont attachées, ne permet pas une analyse déterministe.

DES RÉSEAUX « DENSES » POUR FAIRE FACE AUX BESOINS

Dans ces quartiers, les habitants constituent une sorte de « collectif du quotidien » et font preuve d'une réelle capacité à résoudre les situations d'urgence en ce qui les concerne directement, mais également en ce qui concerne les problématiques de leurs voisins. La force de ces réseaux d'entraide apparaît clairement dans l'ensemble des récits recueillis et au travers de nos observations menées dans les quartiers

3. Le taux de chômage en Sicile en 2013 est de 21,6 % (Source ISTAT du 30-08-2013).

4. Voir à ce propos l'analyse proposée par Champeyrache (2008) sur l'Association Addiopizzo. Source : www.contre-feux.com.

Parmi les nombreux espaces d'échange entre les habitants, on observe que l'essentiel des informations qui mobilisent le réseau de solidarité entre les gens circule dans leurs échanges quotidiens au sein de la « cour ». La cour, typique des ensembles d'habitations méditerranéens, est une petite ruelle fermée, au milieu des bâtiments ou des maisons, où les femmes du quartier s'associent, se rencontrent et parlent. Le dialogue qui s'instaure s'appelle « *cuttigghio* »⁵, ce qui en patois signifie commérage, papotage. Les faits de la vie des habitants y sont racontés par la voix des femmes qui échangent aussi des considérations et des commentaires. La cour leur appartient et leurs jugements, leurs échanges, leurs paroles pénètrent la sphère du privé tout en constituant une forme embryonnaire de participation et d'intervention au sein du quartier. Dans ce sens, « occuper les lieux » publics du quartier, trouver une place en dehors de son « chez soi privé », peut signifier, pour certaines femmes, dépasser le jeu des représentations en vue d'une action commune avec d'autres habitants. Ainsi, des relations s'instaurent et l'information circule : si quelqu'un est en difficulté et a besoin d'aide dans le quartier, il ne reste pas isolé.

Par cet intermédiaire, comme par d'autres (les sorties d'école, les échanges au marché...), les habitants prennent connaissance des besoins des gens et interviennent pour les aider à faire face à leurs problèmes. Ce réseau de relations d'entraide s'étend au-delà des solidarités familiales. Dans le quartier populaire du centre-ville, par exemple, ces réseaux assurent une assistance aux personnes âgées. Lorsqu'une personne a besoin d'aide, les habitants se préoccupent de lui apporter à manger, lui fournir des vêtements, passer du temps avec elle. L'une des habitantes du quartier illustre cette réalité en faisant référence à son vécu personnel de mère célibataire :

Tout d'abord, il y a de la solidarité entre les habitants. S'il t'arrive quelque chose, tout le monde est prêt à t'aider. Moi, je suis restée longtemps toute seule, mais jamais rien ne m'est arrivé. Au contraire, on a fait attention à ce que rien ne m'arrive, car j'étais toute seule avec mes deux enfants. S'il t'arrive quelque chose tout le monde est présent pour intervenir auprès de toi. S'il y a des problèmes de dépression, tout le monde est auprès de toi pour t'encourager!⁶

Ces formes diverses d'intervention et d'échanges informels, comme le « commérage », non seulement participent à renforcer les réseaux de solidarité entre voisins pour répondre à des besoins, des demandes et pour soutenir les habitants dans des situations précaires, mais en même temps définissent un

-
5. Dans la *network analysis*, Epstein (1969, cité par Piselli, p. 415) se pose la question de l'importance des réseaux comme instrument de définition d'une communauté sociale. Il démontre que le commérage définit un cercle social et en exprime les normes spécifiques de comportement. Cela offre l'occasion de réaffirmer les valeurs que les membres de l'élite ont en commun et leur donne le sens d'identité comme classe sociale.
 6. Entretien : Francesca, habitante du quartier et bénévole d'un centre social. Novembre 2001.

cercle social et en expriment les normes spécifiques de comportement (Epstein, cité par Piselli, 1989 : 415). Ainsi, les habitants sont soumis aux jugements de la collectivité selon des critères qui peuvent intervenir pour orienter l'aide envers des personnes et en exclure d'autres. Tout le monde ne participe pas au réseau et cela est édicté par des règles fermes qui limitent les marges d'actions individuelles. Ce jugement se fonde sur des paramètres très précis de reconnaissance qui se réfèrent à l'honorabilité des personnes (Davis, 1997, p. 88). Selon ces critères, des normes implicites subsistent et règlent également l'octroi d'aide au sein du réseau en cas de difficulté. En ceci que, aux yeux de la communauté, l'on est digne d'aide que si on a donné la preuve qu'en tant qu'homme, on se préoccupait, au quotidien, de la subsistance économique de sa famille, et qu'en tant que femme, on faisait « des miracles » pour s'occuper de ses enfants, malgré le manque d'argent (Adams, cité par Davis, 1997 : 111). De ce fait, pouvoir bénéficier du réseau d'aide au sein de la communauté peut vouloir dire se plier au jugement des autres pour montrer qu'on en est « digne » en cas de besoin.

En même temps, ceci explique certaines formes d'aide ou de mises à l'écart du réseau de solidarité qui peuvent surprendre si l'on ne les appréhende pas dans leur relation directe aux normes communautaires implicites. Nous avons été surpris par la mise à l'écart d'une femme participante d'un groupe de parole. Les raisons de son exclusion tenaient à son comportement auprès de sa famille qui avait été jugé « non opportun » par les autres membres du groupe. L'exclusion est donc advenue de l'impossibilité de continuer l'activité du groupe en présence de cette femme. Le prêtre du quartier nous a apporté d'autres éléments d'analyse :

Dans nos quartiers populaires, il existe des ressources. Tout d'abord, les gens du voisinage suivent tous les événements des autres avec le danger d'être trop envahissants. Mais quand l'on a besoin, on s'aide, même ceux qui ont eu des vraies tragédies. Il peut y avoir de la solidarité même pour ceux qui sont en prison. S'il faut faire une collecte de fonds pour leur famille, on le fait, sans poser de questions. Ici, les gens survivent, essayent d'avancer ensemble⁷.

Le fait de se sentir protégé par le réseau de solidarité n'est pas toujours synonyme de relations d'entraide désintéressées. Au-delà des réseaux familiaux, c'est souvent l'expression d'un contrôle territorial très fort dans les quartiers qui peut dépasser la seule logique de solidarité entre les habitants. En effet, ceux-ci sont continuellement confrontés à des réseaux relationnels de type mafieux qui envisagent l'aide en termes de protection et de soumission et qui en font un instrument efficace de gestion de leur pouvoir local. Comme l'explique Lombardi Satriani (1993 : 35), « une partie de la terminologie mafieuse est véhiculée depuis le langage familiste et tend à activer les mêmes mécanismes solidaires vers l'intérieur et variablement agressifs vers l'extérieur de ce même modèle *familiste* ». Il

7. Entretien : Cosimo, prêtre fondateur et animateur d'un centre social. Novembre 2001.

y a probablement une utilisation de l'analogie entre des valeurs mafieuses et des valeurs traditionnelles, mais il y a aussi un radical détournement des finalités, car la culture populaire n'a pas pour finalité l'assujettissement, mais bien au contraire le refus de celui-ci. La subculture mafieuse entravertit systématiquement le cadre des valeurs populaires : par exemple elle transforme le respect de la parole donnée en *omertà*, la valeur du silence en complicité ; elle introduit dans l'éthos mafieux les finalités du pouvoir, de la richesse et du prestige, qui n'appartiennent pas à l'éthos traditionnel. Cela leur garantit le contrôle des habitants du quartier par des réseaux relationnels qui ont d'autres finalités que le bien-être des gens et qui entraînent des formes de dépendance et de violence. À titre d'exemple, on peut citer le cas de certaines familles qui, avec l'appui des associations locales, avaient dénoncé les auteurs de malversations dans le quartier. Ces familles ont été mises à l'écart par les habitants et leurs enfants ne pouvaient plus jouer avec les leurs, car elles s'étaient « mises contre ceux qui contrôlent le quartier ». Comme le dit l'un des fondateurs d'un centre social :

Le territoire, au moins dans un quartier populaire, n'est jamais considéré comme le « lieu de personne ». Au contraire, il appartient à quelqu'un en particulier qui a l'autorité de pouvoir intervenir. Qui a cette autorité ? En raison de quoi ? [...] Il existe un contrôle social capable de construire ou détruire, de manière explicite ou tacite, des faits, des personnes, des situations⁸.

Au vu de cette réalité, l'on a pu observer que les formes de contrôle social ont été réduites, ou remises en question, grâce à l'émergence d'autres formes d'interactions entre les habitants, au sein des centres sociaux gérés par les associations. Ces interactions ne sont pas socialement contrôlées et ont participé à créer des micro-espaces de participation et d'intégration démocratique à la dimension de quartier.

LES MODALITÉS D'ACTION DES CENTRES SOCIAUX

À l'appui des observations précédentes, nous émettons l'hypothèse que les expériences personnelles de participation sociale des habitants des quartiers de Palerme constituent un « arrière-plan » de participation qui permet l'éclosion de dynamiques de revendication, d'émancipation et de démocratisation plus construites. Cependant, le passage de la sphère privée de l'assistance et l'entraide à la sphère publique de la participation impliquent, de la part des associations qui gèrent les centres sociaux, la redéfinition permanente des marges de manœuvre possibles. Notamment, pour éviter les écueils et les risques que nous avons décrits.

Deux modalités d'intervention sont mobilisées pour dynamiser les formes de solidarité et de participation au sein des associations : l'une plutôt

8. Entretien : Nino, fondateur et animateur d'un centre social. Novembre 2000.

organisationnelle, l'autre plus axée sur la récupération symbolique des modalités de participation et d'échange entre les personnes. Nos observations dans les différents centres sociaux nous ont montré qu'il n'y a pas de méthodologies spécifiques, mais des pratiques concrètes au contact avec les personnes dans les quartiers. Une animatrice sociale interrogée sur cette réalité territoriale nous explique :

Il n'existe pas une manière spécifique de refunctionaliser les réseaux locaux, mais nous nous sentons inscrits dans quelque chose que nous n'avons pas créé, mais qui étaient déjà présentes depuis longtemps. Il s'agit de valeurs d'entraide qui sont enracinées, surtout chez les personnes âgées ; on en parle souvent entre nous⁹.

Entre les centres sociaux que nous avons visités, il existe une différence qui tient essentiellement à leur capacité, plus ou moins grande, de faciliter l'intégration des habitants du quartier au sein des instances dirigeantes ou des équipes d'animation. Certains considèrent que cela est indispensable, d'autres estiment que c'est un but à atteindre alors que, pour d'autres encore, les habitants restent uniquement des « usagers ». Pour la majorité des centres, la participation des habitants reste l'un des premiers facteurs capables de favoriser l'expression des besoins et de progresser vers des formes plus construites d'engagement actif au sein de l'association. En témoigne l'un des centres sociaux : tous les membres de son conseil d'administration sont des habitants du quartier qui se sont progressivement inscrits dans la dynamique associative. La présidente connaît tous les habitants et, de ce fait, elle est immédiatement au courant des situations, du vécu ainsi que des besoins des uns et des autres grâce à sa présence quotidienne auprès des gens dans le quartier et sa participation directe aux échanges entre les habitants. Dans un autre centre, cette participation se manifeste par des actions partagées, entre habitants et non-habitants, sur des postes de responsabilité. Dans un troisième centre, l'intégration se fait au travers de la participation bénévole des habitants à l'animation des activités. Le plus souvent, ce sont les femmes, mères des enfants, qui viennent « donner un coup de main » dans les activités d'accompagnement périscolaire ou pour les sorties, alors que les jeunes du quartier animent des groupes de travail ou des ateliers.

Nous l'avons constaté, une grande partie des animateurs bénévoles des centres sont des habitants du quartier. Cependant, on l'aura compris, la dimension organisationnelle ne suffit pas, en elle-même, pour déclencher une réelle dynamique de participation, d'autres facteurs viennent la conforter, voire la renforcer. C'est par l'intégration des modalités d'échange et d'entraide déjà existantes que les associations ont pu intégrer les espaces du quartier. On notera que ces modalités sont similaires dans les différents centres sociaux.

9. Entretien : Rosalba, animatrice bénévole d'un centre social. Août 1999.

Dans deux d'entre eux, par exemple, les membres ont choisi d'utiliser la cour, lieu traditionnel de la participation, pour proposer et animer leurs activités. Ils ont participé de manière informelle aux échanges entre les femmes, au « *cuttigghiu* », pour contribuer au dialogue, sans pour autant développer des systèmes de contrôle social et d'enfermement. C'est ainsi que, dans la cour, lorsque les membres du centre social sont présents, chaque rencontre prend une dénomination spécifique pour se démarquer et se qualifier en tant qu'activité associative : assemblée, fête, revendication, rencontre, évaluation.

Le réseau informel territorial a donc acquis, de cette manière, une nouvelle vigueur à travers la réactivation de sa valeur de lieu de confrontation et d'échange. Pour les animateurs, intégrer les « cours » devient presque une stratégie d'intervention territoriale. C'est par les échanges, les contes et les « choses dites » entre les gens dans la cour que l'on trouve, ou non, sa place dans le réseau des acteurs et de leurs relations. Les associations intégrées ainsi dans le tissu local deviennent des lieux de canalisation des formes de participation préexistantes, ce qui facilite la participation des habitants à leurs activités.

LES RISQUES ET LES APPORTS LIÉS AUX SPÉCIFICITÉS TERRITORIALES

Par ce processus de médiation, le risque existe de déplacer dans les lieux associatifs, les réseaux d'entraide entre les habitants, et d'entériner un processus de dépossession qui peut facilement détourner l'action des centres sociaux et la réduire à une simple prolongation des réseaux d'entraide locaux. Ce risque apparaît clairement dans le récit des animateurs qui rendent compte de la dimension politique de leur travail dans les quartiers. À ce sujet, dans le guide destiné aux animateurs des centres sociaux de la ville de Palerme, on peut lire que « le véritable bénévolat est avéré quand cette première dimension dont on parle (la dimension philanthropique, de la générosité, du partage, du don, du désintéressement) se conjugue avec la dimension politique, innovante par rapport au passé » (Tavazza, 1997, cité par Cavadi, 1998 : 4-15).

Par ailleurs, en « colonisant » les réseaux existants sur le territoire, les animateurs des associations risquent de leur faire perdre progressivement leur autonomie et leur identité. Mutti (1992) montre que le risque consiste à faire retomber dans les formes d'aide formelle les expressions typiques de l'aide informelle en réduisant, progressivement, ses marges d'action et en transformant ses caractéristiques. Dans le cas de la collecte d'informations, par exemple, les habitants connaissent la situation de leurs voisins. C'est même la base des réseaux informels d'entraide réciproque. Lorsque les animateurs des associations interviennent dans cette relation pour bénéficier des informations, et donc cibler leurs actions, ils encourent le risque de pervertir la nature de la relation de voisinage fondée sur le respect de l'espace et de la vie privée du voisin. L'altération

de cet aspect de la relation peut créer des situations de conflit et nuire au réseau d'aide déjà existant sur le territoire. Une habitante du quartier exprime ainsi ses craintes à l'égard des centres sociaux :

Je suis habitante du quartier et bénévole dans l'association. Ce que j'ai envie de dire aux bénévoles qui viennent de la ville pour nous aider est de ne pas essayer de révolutionner la situation du quartier, tout ce qui est déjà en place¹⁰.

Il s'agit d'un équilibre assez précaire dans lequel le respect s'avère une dimension indispensable pour une action pertinente. En effet, pour les centres sociaux, l'enjeu est de participer à structurer (ou restructurer) le lien social territorial, mais non de monopoliser la capacité de réponse aux besoins locaux des habitants. C'est un défi véritable dans des quartiers où le système d'assistance sociale, l'école, et plus généralement l'institution, n'offrent de services que de manière ponctuelle et discontinue. Pour les habitants du quartier, créer un système de dépendance aux services associatifs ne peut qu'engendrer la négation du droit à l'assistance publique, dont les associations ne doivent constituer qu'un « complément ».

L'action associative n'est utile que lorsqu'elle parvient à véhiculer des formes de participation active et citoyenne, centrées sur la revendication des droits. L'affirmation des droits d'assistance, de protection, d'instruction de la part des habitants des quartiers populaires envers l'État, reste une question-clé pour les centres sociaux et constitue un élément de comparaison utile pour le calibrage de leur inscription dans les réseaux locaux et le contenu de leurs activités. D'autant plus que sur ce territoire spécifique, l'absence de reconnaissance de la légitimité et des normes formelles égales pour tous peut être à l'origine de formes de micro-prévarication dans la vie quotidienne, voire de macroprévarication de la part de la criminalité organisée (Gucciardo, 2008 : 45).

Dans ce sens, la mafia se positionne comme « élément régulateur de la société locale ». Par la manipulation des codes culturels et des réseaux locaux, elle « noue des relations, instaure des échanges, crée des liens de confiance, stimule des obligations et des faveurs réciproques » (Sciarrone, 2000 : 49). Ainsi, la mafia instrumentalise la demande sociale individuelle et collective dont elle a seule la maîtrise. La construction de cette offre sociale opportuniste lui permet de poser les jalons nécessaires à sa propre reproduction territoriale (Champeyrache, 1999) par le tissage de réseaux appropriés. Par leur présence sur le territoire, mais également en détournant l'action sociale de l'enceinte particulariste criminelle, les centres sociaux constituent l'interposition associative dans les réseaux denses de la mafia. Ceci constitue un réel enjeu pour les animateurs sociaux qui conçoivent leur inscription dans les réseaux locaux non de manière instrumentale, mais axée sur le développement de formes d'émancipation populaire de la

10. Entretien : Francesca, animatrice bénévole d'un centre social. Novembre 2001.

dépendance criminelle. « Dans les territoires assujettis à la violence mafieuse, l'activité politique et en général toutes les formes d'activités dans lesquelles peut se réaliser la liberté des citoyens, et non seulement celles s'adressant directement contre la mafia, sont soumises à un conditionnement : ce sont des activités à risque qui peuvent déclencher la réaction mafieuse, même sous la forme de l'élimination physique » (Santino, 1995 : 27).

À partir de ces constats, il est clair que le cheminement entrepris par les centres sociaux est celui d'une transformation graduelle de l'intervention philanthropique vers une intervention politique au sein des réseaux locaux et des lieux traditionnels de l'échange. Ceci par l'activation de parcours concrets de participation civique des habitants, tout en s'appuyant sur les réseaux d'entraide déjà en place.

On peut, à ce titre, prendre l'exemple des groupes de parole organisés dans les centres sociaux par et pour les femmes du quartier. Si, en effet, initialement les activités étaient destinées aux jeunes et aux enfants, elles se sont élargies aux femmes qui, en accompagnant leurs enfants à la crèche associative ou aux séances de soutien scolaire, ont commencé à fréquenter le centre et à adhérer aux activités en tant qu'usagères ou bénévoles. Depuis, certaines d'entre elles participent aux projets des centres de manière constante. Cette participation est la résultante d'un processus de conscientisation de la part des habitants du vrai rôle « politique » des centres sociaux ainsi que de ses activités. Cette forme de socialisation et de mobilisation hors les « murs » du domicile est considérée, notamment par les femmes, comme une amélioration de leur vécu quotidien, voire de leur capacité critique et constructive. En parcourant le cahier des comptes-rendus des séances de l'« Espace femme » d'un centre social, on peut constater l'évolution des contenus et de l'objet des discussions depuis le début de sa création. On perçoit l'accroissement du nombre de participantes, mais surtout le délitement progressif de la « parole » traditionnelle avec les interventions des femmes, de plus en plus ouvertes à des questions « universelles » : le dialogue avec les institutions et la collectivité, voire la question mafieuse.

Or ce parcours n'est pas sans danger. Il ne l'est pas quand les activités développées ne concernent que des champs « du privé » et ne constituent pas une menace pour les réseaux de contrôle mafieux. Mais quand elles déplacent le consensus populaire en proposant des alternatives viables économiquement, culturellement et politiquement, elles mettent en danger le pouvoir mafieux installé. Ainsi, les centres sociaux de quartier et les habitants qui y adhèrent sont souvent la cible d'intimidations, voire d'actes de violence et de coercition. Aux actions d'intimidation plus typiques (vandalisme dans les locaux des associations, tags diffamatoires, menaces et insultes publiques...) peuvent s'en ajouter d'autres qui vont jusqu'au meurtre. En cela, le cas d'un centre social d'un quartier à la périphérie de Palerme est exemplaire. Géré par un prêtre connu

dans le quartier, Padre Puglisi¹¹, le centre se développe en proposant des activités d'accueil pour les enfants et les jeunes, parmi lesquels les enfants de quelques boss mafieux locaux. Plus le centre s'agrandit, en nombre d'enfants accueillis et d'activités proposées, plus il « dérange » par les options qu'il offre et par ses appels publics destinés tantôt à susciter une prise de responsabilité collective sur les conditions du quartier, tantôt à dénoncer publiquement des abus quotidiens de la criminalité. Il sera tué par la mafia en septembre 1993 par des mafieux du quartier. L'ancien adjoint aux Affaires sociales de la Ville insiste dans son récit sur cette difficile, voire impossible, cohabitation.

La cohabitation entre mafia et associations sur un même territoire est de l'ordre du conflit. Là où il y a une association qui fonctionne, car elle a créé le consensus nécessaire autour d'elle en mettant en place des stratégies efficaces de réponse à l'exclusion sociale, la mafia a moins de consensus. Aujourd'hui elle ose moins faire peur aux bénévoles, mais avant cela arrivait systématiquement.

Pour cette raison, le processus d'« anonymisation »¹² – (Scordato, 1994) – est accentué volontairement par ceux qui veulent contrôler les gens et les lieux, et qui craignent donc tout acte de socialisation et de participation populaire. Il faut cacher, renier, anéantir l'action associative, la rendre invisible sur le territoire afin d'en affaiblir les ancrages dans le quartier et détourner le consensus qu'elle génère auprès des habitants. De leur côté, les associations n'ont d'autres réponses possibles que d'investir les lieux à travers des initiatives tangibles et identifiables. Ainsi, par la réactivation d'un restaurant de quartier, d'un district sanitaire, d'un lieu de rencontre convivial ou le réaménagement d'une place publique en aire de jeux pour les enfants et d'espace pour les fêtes de voisinage, les centres sociaux participent à revivifier les relations entre les habitants dans le quartier et à les accompagner dans des actions publiques de plus grande envergure. D'ordre revendicatif, ces manifestations publiques organisées par les habitants (une mobilisation des habitants pour empêcher la fermeture du centre social de leur quartier et une occupation de la mairie pour revendiquer le droit au logement), comme dans beaucoup d'autres cas moins extrêmes, sont l'aboutissement d'un « parcours de participation ». L'on peut dire qu'il s'agit d'une forme de participation directe au sein de l'espace public pour le bien commun.

Il reste que ce sont les contextes (environnementaux, économiques, relationnels, politiques) qui déterminent les résultats de ce travail de long terme au

-
11. Le prêtre Pino Puglisi a été tué le 15 septembre 1993 par la mafia, et le lendemain de son assassinat les portes du centre d'accueil qu'il avait fondé, le Centre Padre Nostro, ont été fermées par des inconnus avec du ciment. Plus récemment, en septembre 2008, les fenêtres d'un autre centre social du même quartier, le Centre 74, ont été cassées et les locaux du centre vandalisés.
 12. Isolement des habitants participant aux activités, délation ayant comme objectif de miner la confiance dont les centres bénéficiaient.

sein des quartiers, avec les habitants. Et, inévitablement, les contextes conditionnent aussi la confiance plus large envers le « politique » qui détermine au final la participation citoyenne. En effet, le plus souvent, dans l'évolution de ce « parcours vertueux », tel que le restituent les animateurs des centres sociaux et les habitants, les écueils surgissent au moment de la réponse institutionnelle. Les interlocuteurs auxquels s'adresse la demande publique ne répondent pas ou, s'ils répondent, le font de manière partielle, voire arbitraire. Dans ce sens, on pourrait parler de parcours de confiance bloqués, blocage généré par l'absence d'une régulation institutionnelle apte à répondre à la demande sociale formulée par les habitants. À cela s'ajoute le fait que, dans les quartiers populaires où se déploie l'action des associations, même les opportunités de mobilité sociale et d'évolution économique sont empêchées et le tissu social extrêmement fragmenté. Et ceci participe à la reproduction de conditions économiques et sociales d'extrême pauvreté, assez favorables au monopole mafieux des ressources économiques et politiques (Gambetta, 1989, p.209).

On l'aura compris, la structuration des formes de participation civique dans ces quartiers ne peut se concrétiser que par la coconstruction d'alternatives citoyennes, mais également économiques. En effet, à travers les expériences diverses des centres sociaux, on comprend bien la nécessité d'une articulation entre un positionnement politique s'exprimant par une sensibilisation autour des questions de légalité et de droits civiques et une préoccupation économique se concrétisant dans des projets territoriaux aptes à induire le changement.

CONCLUSION

En conclusion, s'il est vrai, nous l'avons montré, que l'on ne peut pas, de manière déterministe et stéréotypée, imputer à la culture méridionale la cause du manque de participation civique dans le sud de l'Italie, il nous semble possible d'analyser la façon dont, au jour le jour, les habitants et les acteurs associatifs créent, structurent et mobilisent des espaces de participation réelle dans les quartiers, et ce, malgré une confrontation permanente à la subculture criminelle qui les oblige à définir et ajuster continuellement le périmètre de leur action. L'articulation des réseaux de solidarité et la mobilisation des ressources collectives permettent de franchir le pas vers des formes plus larges de participation active, dépassant la dimension associative pour s'externaliser au-delà de l'espace de proximité. Dans l'espace réduit du quartier, ce sont ces premiers liens communautaires, s'articulant dans un jeu à géométrie variable entre confiance et contrôle qui nous semblent constituer le premier noyau de participation civique par l'agir collectif. Ensuite les acteurs associatifs, par une multiplicité d'actes et de pratiques, introduisent des « passerelles » entre l'action circonscrite des centres sociaux de quartier et l'action civique vers une dynamique de revendication et d'émancipation au travers de l'agir solidaire. Or si l'analyse que nous proposons

semble se focaliser sur des pratiques embryonnaires et, pour certaines, relevant d'enjeux microsociaux, elle constitue pour nous un apport pour comprendre le passage des dynamiques interpersonnelles de participation vers des formes de démocratisation plus construites.

R É S U M É | A B S T R A C T

L'émergence d'attitudes civiques, qualifiées ainsi au sens où elles dépassent les seuls intérêts individuels, ne peut se penser qu'en relation directe avec les liens entre individus dans leur quotidienneté, car c'est là qu'elles trouvent leurs racines. Cependant, dans les quartiers populaires de ville de Palerme en Sicile (Italie), les formes d'engagement et de participation se confrontent à la présence invasive de la criminalité organisée de type mafieux. Ainsi, il nous a semblé intéressant d'interroger la forme spécifique de l'«arrière-scène» participative dans ces quartiers. Et, plus particulièrement, le rôle qu'y jouent les habitants et les associations qui gèrent des centres sociaux polyvalents, pour élargir et généraliser la participation civique, des lieux interpersonnels aux lieux institutionnels et systémiques.

The emergence of "civic" attitudes—so called in the sense that they extend beyond solely individual interests—is only conceivable in direct connection with ties between individuals in their daily lives, as that is where such attitudes originate. In the working class districts of the city of Palermo in Sicily, Italy, however, forms of engagement and participation run up against the invasive presence of mafia-related organized crime. We therefore thought it would be interesting to explore the specific form that "behind-the-scenes participation" takes in these neighbourhoods. And more specifically, the role played by local inhabitants and associations that run multipurpose community centres in extending and generalizing civic engagement by transforming these centres from interpersonal places to institutional, systemic ones.

R É F É R E N C E S B I B L I O G R A P H I Q U E S

- BANFIELD, Edward C. 1958. *The moral basis of a backward society*. New York, The Free Press.
- CAVADI, Augusto. 1998. *Volontari a Palermo: indicazioni per chi fa o vuol fare l'operatore sociale*. 2^e édition. Palermo, Centro siciliano di documentazione Giuseppe Impastato.
- CHAMPEYRACHE, Clotilde. 1999. "La Mafia comme institution spécifique de l'économie sociale en Sicile». In: AUDIER, Florence; GAZIER, Bernard; OUTIN, Jean-Luc (dir.). *L'économie sociale: formes d'organisation et institution*. XIX^e Journées de l'AES. Paris, L'Harmattan : 194-208.
- DAVIS, John. 1997. *Antropologia delle società mediterranee: un'analisi comparata*. Torino, Trauben edizioni.
- DE SPIRITO, Angelomichele (éd.). 1993. *Sud e famiglia*. Roma, Euroma.
- FISCHER, Claude S. 1982. *To Dwell among friends: personal networks in town and city*. Chicago, University of Chicago Press.
- FUKUYAMA, Francis. 1997. *La confiance et la puissance. Vertus sociales et prospérité économique*. Paris, Plon.
- GAMBETTA, Diego. 1989. *Le strategie della fiducia: indagini sulla razionalità della cooperazione*. Torino, Einaudi Paperbacks.

-
- GUCCIARDO, Gaetano. 2008. *Capitale sociale e senso civico nel Mezzogiorno*, Caltanissatta-Roma, Salvatore Sciascia Editore.
- GUIBERT, Joël et Guy JUMEL. 2002. *La socio-histoire*. Paris : Armand Colin.
- LOMBARDI SATRIANI, Luigi. 1993. "Più padre, meno padrone" In : DE SPIRITO, Angelomichele (éd.). *Sud e famiglia*. Roma, Euroma : 93-98.
- MUTTI, Antonio. 1992. *Il buon vicino : rapporti di vicinato nella metropoli*. Bologna, Il Mulino.
- PISELLI, Fortunata. 1989. "Parentela, clientela e partiti politici". In : CATANZARO, Raimondo (éd.). *Società, politica e cultura nel Mezzogiorno - Atti del convegno «Il Sud e i sud : la questione meridionale oggi», Napoli, dal 5 al 7 dicembre 1985*. Milano, Franco Angeli : 141-160
- PUTNAM, Robert D., Robert LEONARDI et Raffaella Y. NANETTI, 1993. *Making democracy work : civic traditions in modern Italy*. Princeton University Press.
- SANTINO, Umberto. 1995. *La mafia interpretata. Dilemmi, stereotipi, paradigmi*. Catanzaro, Rubbettino.
- SCIARRONE, Rocco. 2000. «Réseaux mafieux et capital social». *Politix*, 13, 49, Paris, Hermès science publications : 35-56.
- SCORDATO, Cosimo. 1994. *Le Formiche della Storia : un itinerario collettivo di liberazione all'Albergheria di Palermo*. Assisi, Cittadella Editrice.
- SIMON, Patrick. 1992. «Belleville, un quartier d'intégration». *Migrations et Société*, 4, 19 : 45-68.